

Cote du document: EB 2022/135/R.24/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 13 a) i) a)
Date: 16 mai 2022
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République populaire du Bangladesh

Projet d'aménagement hydraulique à petite échelle, à des fins de résilience aux changements climatiques et aux catastrophes

Numéro du projet: 2000002357

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett
Directeur régional
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Arnoud Hameleers
Directeur de pays
téléphone: +88 01 7012 02872
courriel: a.hameleers@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-cinquième session
Rome, 25-27 avril 2022

Pour: **Approbation**

Table des matières

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	4
E. Coût, avantages et financement	4
III. Risques	12
A. Risques et mesures d'atténuation	12
B. Catégorie environnementale et sociale	13
C. Classement au regard des risques climatiques	13
D. Soutenabilité de la dette	13
IV. Exécution	14
A. Cadre organisationnel	14
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication	14
C. Plans d'exécution	15
V. Instruments et pouvoirs juridiques	15
VI. Recommandation	15

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

Équipe d'exécution du projet

Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Arnoud Hameleers
Responsable technique:	Marie-Aude Even
Responsable des finances:	Lilis Suharti
Spécialiste climat et environnement:	Kisa Mfalila
Juriste:	Itziar Miren Garcia Villanueva

Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA | 04/01/2022

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Banque asiatique de développement (BAsD)
Emprunteur/Bénéficiaire:	République populaire du Bangladesh
Organisme d'exécution:	Département d'ingénierie de l'administration locale
Coût total du projet:	225 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	42,98 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions mixtes
Cofinanceurs:	BAsD et Gouvernement du Royaume des Pays-Bas
Montant du cofinancement:	Prêt de la BAsD: 106 millions d'USD Don du Gouvernement néerlandais: 17,8 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt et don
Contribution de l'Emprunteur/Bénéficiaire:	51,44 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	6,72 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	17,8 millions d'USD
Institution coopérante:	BAsD

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 63.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République populaire du Bangladesh, dont le territoire s'étend sur 14,7 millions d'hectares, possède une surface cultivable d'environ 8 millions d'hectares et une population de 167,6 millions de personnes (2020). Le taux de croissance annuel du produit intérieur brut (PIB) est supérieur à 6,5% depuis 2012. Le Bangladesh, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure depuis 2015, vise à obtenir le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici à 2031 et celui de pays à revenu élevé d'ici à 2041.
2. Le huitième plan quinquennal du Gouvernement bangladais (2021-2025) a pour objectif d'alimenter la croissance du PIB et prévoit un taux de croissance moyen de 8% et de 3,9% pour le secteur agricole. La pauvreté est toutefois forte dans les zones rurales, où l'accès aux terres et aux ressources naturelles est limité et la densité de population élevée.
3. Les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche fournissent 40% des emplois du pays, et contribuent ainsi de façon significative à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. Toutefois, la production alimentaire pâtit d'une faible productivité, des changements climatiques, de la dégradation des ressources naturelles, du changement d'utilisation des terres agricoles et des inefficiences dans les filières.
4. Le Bangladesh est fortement exposé aux aléas naturels (inondations, cyclones, érosion des cours d'eau, sécheresses et salinité des sols) et à la variabilité du climat. Aux conditions géographiques s'ajoutent des infrastructures de gestion de l'eau inadéquates, mal exploitées et mal entretenues en raison de la faible participation des bénéficiaires.
5. L'objectif du présent projet est d'améliorer la résilience de quatre zones particulièrement menacées par les changements climatiques, dans le droit fil du Bangladesh Delta Plan 2100 et des dernières évaluations des risques climatiques et de la vulnérabilité face à ces risques. Il s'agira de renforcer les capacités institutionnelles afin de favoriser une gestion de l'eau efficace et inclusive (composante 1), d'investir dans des infrastructures résilientes aux changements climatiques (composante 2), et de contribuer à l'adoption de pratiques agricoles résilientes aux changements climatiques et à l'amélioration des filières (composante 3).
6. Le projet se classe parmi les plus favorables à l'égalité femmes-hommes de la Banque asiatique de développement (BAsD) (catégorie « équité femmes-hommes »), et comprend un plan d'action spécifique qui prévoit des investissements favorables à l'avancement des femmes, assortis d'un suivi, dans chaque composante du projet et dans le cadre de résultats.
7. Un plan d'action pour les jeunes sera élaboré afin d'assurer une plus grande participation et une meilleure représentation des jeunes dans certaines activités des filières.
8. Le projet contribuera à améliorer la nutrition grâce à des investissements en faveur d'une production alimentaire résiliente aux changements climatiques, à l'amélioration des revenus agricoles, à la promotion de filières diversifiées et sûres,

et à l'éducation nutritionnelle à l'intention des populations rurales pauvres (femmes et hommes) vulnérables sur ce plan.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

9. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), ce projet a été validé comme:
 - incluant un financement climatique.
10. L'accent mis par le projet sur le renforcement de la résilience climatique est particulièrement pertinent du point de vue des priorités du Gouvernement et du FIDA au Bangladesh. Le portefeuille de projets du FIDA bénéficiera d'activités conjointes de participation à l'élaboration des politiques et d'études visant à renforcer la durabilité des services des associations coopératives de gestion de l'eau (ci-après, les « ACGE ») et du Département d'ingénierie de l'administration locale (ci-après, « LGED »). Des solutions novatrices fondées sur la nature, l'utilisation des technologies de l'information et des communications, l'installation de pompes solaires et la mise en place de systèmes de gestion de l'information améliorés seront également prises en considération.
11. Le présent projet s'inscrit dans le partenariat à long terme qu'entretient le FIDA à l'échelle nationale avec le Gouvernement bangladais et la BAsD, depuis les années 1990, sur l'aménagement hydraulique à petite échelle. Cette quatrième phase, qui s'inspirera des meilleures pratiques de projets clôturés, devrait renforcer l'adaptation aux changements climatiques et la pérennité des ACGE, et promouvoir l'égalité femmes-hommes et le développement agricole dans le cadre de 230 sous-projets existants et 150 nouveaux sous-projets.
12. Le Gouvernement bangladais et la BAsD ont demandé au FIDA de cofinancer ce projet et d'y apporter son expertise en matière i) de nutrition, de ciblage des pauvres et d'égalité femmes-hommes; ii) d'appui aux groupes d'utilisateurs de l'eau; iii) de vulgarisation axée sur la demande, de réduction de la pauvreté et de prise en compte des enjeux climatiques dans les chaînes de valeur. De ce fait, le FIDA s'est attaché à mettre à disposition l'expertise technique requise lors de la conception du projet.

B. Enseignements tirés

13. Le présent projet s'appuiera sur les enseignements tirés du portefeuille du FIDA et de la BAsD, présentés ci-après.
14. Les systèmes de gestion de l'eau à petite échelle décentralisés et gérés par les collectivités réduisent efficacement la pauvreté rurale, mais une bonne planification et la prise en compte de différents paramètres de risque climatique sont indispensables pour réduire ces risques et maximiser l'impact.
15. Une évaluation rurale participative est essentielle pour analyser l'environnement socioéconomique et culturel et s'assurer de l'approbation des parties prenantes et du ciblage des pauvres.
16. Les investissements en faveur d'infrastructures à petite échelle doivent être associés à la production agricole et aux services de commercialisation pour maximiser l'impact en matière d'emploi et sur l'économie rurale. Les ACGE ont été transformées en coopératives polyvalentes pour y parvenir.
17. Les récentes constatations du FIDA issues de l'évaluation sur les infrastructures et d'un état des lieux des groupes d'utilisateurs de l'eau ayant des pratiques durables ont été prises en compte lors de la conception du projet.

18. Les quotas ne peuvent à eux seuls garantir la participation constructive des femmes. Des formations en leadership et des mesures complémentaires sont nécessaires.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

19. Le principal objectif du projet est de renforcer la résilience aux changements climatiques et à la variabilité du climat qui en résulte.
20. La zone d'intervention s'étend sur 219 000 hectares et concerne 42 des 64 districts du Bangladesh. En outre, 380 sous-projets cibleront quatre des six zones particulièrement menacées par les changements climatiques définies dans le Bangladesh Delta Plan 2100. Plus de deux tiers des sous-projets existants de la BASD sont également exécutés dans ces districts, ce qui offre des possibilités d'élargissement de la portée de l'intervention et d'apprentissage croisé.
21. Le projet profitera directement à quelque 380 000 ménages d'agriculteurs et ciblera i) les ménages sans terres agricoles possédant moins de 0,2 hectare; ii) les agriculteurs marginaux et les petits exploitants cultivant entre 0,2 et 0,9 hectare; iii) les agriculteurs exploitant une surface de taille moyenne (entre 1 et 3 hectares); iv) d'autres acteurs opérant dans les filières.
22. Les mesures de ciblage incluent: i) une évaluation rurale participative et des critères d'éligibilité prenant en compte des questions environnementales et sociales; ii) la création de groupes de femmes, des activités de nutrition et des possibilités d'emploi dans les domaines des infrastructures et de la pisciculture en étang; iii) la prévention de l'accaparement par les élites, des lignes directrices à l'intention des ACGE et un suivi-évaluation rigoureux étant prévus à cet effet; iv) des mesures d'autonomisation comprenant des quotas et des formations en leadership pour les femmes, les jeunes et les personnes les plus pauvres; v) des accords de partenariat avec des organismes publics spécialisés; vi) la création d'un environnement favorable par l'entremise de formations, directives et retours d'information à l'intention du personnel de l'unité de gestion du projet (UGP), et d'un suivi systématique des garanties sociales et des statistiques désagrégées sur la pauvreté.

B. Composantes, résultats et activités

23. Le projet comprendra les composantes suivantes: i) élaboration et gestion participatives de sous-projets; ii) mise en place ou renforcement d'infrastructures de gestion de l'eau à petite échelle résilientes face aux changements climatiques et aux catastrophes; iii) amélioration des entreprises agricoles à l'échelle des *upazila* (subdivision administrative des districts) et des ACGE, et appui aux moyens d'existence des populations vulnérables.
24. **Composante 1: élaboration et gestion participatives de sous-projets.** Cette composante visera: i) à créer 150 nouvelles ACGE comportant au moins 40% de femmes parmi leurs membres et au moins un tiers de femmes dans leurs comités de gestion; ii) à favoriser l'amélioration du fonctionnement et de la gestion des ACGE relevant de 230 sous-projets existants, à l'aide de cours de perfectionnement; iii) à établir et à aider environ 500 sous-comités (de femmes et de jeunes) chargés de gérer l'exploitation et l'entretien des infrastructures et le développement de l'agriculture et de la pêche, ainsi que 100 sous-comités composés exclusivement de femmes chargés de gérer l'avancement des femmes; iv) à renforcer l'unité de gestion intégrée des ressources en eau du LGED.
25. **Composante 2: mise en place ou renforcement d'infrastructures de gestion de l'eau à petite échelle résilientes face aux changements climatiques et aux catastrophes.** Cette composante visera: i) à mettre en place des infrastructures de gestion de l'eau résilientes dans le cadre de 150 nouveaux

sous-projets dans une zone de 86 000 hectares; ii) à améliorer 230 infrastructures d'AGCE par l'intégration de dispositifs de résilience aux changements climatiques et aux catastrophes dans une zone de 130 000 hectares; iii) à fournir des services de reconstruction d'urgence et de modernisation dans le cadre du sous-projet du barrage en caoutchouc de Bakkhali, dans une zone de 3 000 hectares; iv) améliorer environ 110 kilomètres de chemins d'exploitations agricoles et routes de villages.

26. **Composante 3: amélioration des entreprises agricoles à l'échelle des *upazila* et des ACGE, et appui aux moyens d'existence des populations vulnérables.** Cette composante visera à former la totalité des ACGE aux pratiques résilientes – les 58 ACGE les plus performantes pouvant également accéder à des formations sur les filières – et à fournir un appui au développement des entreprises, à l'établissement de liens avec les marchés et aux infrastructures post-récolte concernant 10 cultures présentant des avantages quant à la réduction de la pauvreté et à la nutrition. Les comités de femmes et leurs entreprises recevront un soutien particulier. Des installations modernes de commercialisation et des possibilités d'entreposage frigorifique seront mises en place à l'échelle des *upazila*, et 35 marchés situés en bord de route seront améliorés.

C. Théorie du changement

27. Le présent projet, parcours intégré de renforcement de la résilience climatique et d'amélioration de la productivité et de la sécurité alimentaire, prévoit à cet effet: i) de renforcer la capacité des planification par la prise en compte de considérations sur le climat dans la conception des activités liées aux infrastructures, aux cultures et aux filières, et d'améliorer l'accès à l'information et aux services climatiques; ii) de renforcer la capacité d'absorption grâce à des infrastructures résilientes aux changements climatiques; iii) de renforcer les capacités d'absorption et d'adaptation par l'entremise d'un appui en faveur d'une production diversifiée et climato-compatible et des activités post-récolte; iv) de renforcer les activités non agricoles afin de diversifier les moyens d'existence et d'offrir de nouvelles possibilités aux personnes ne possédant pas de terres; v) de constituer des organisations locales robustes et réactives et fournir un appui aux institutions rurales capables de répondre aux besoins des bénéficiaires.

D. Alignement, appropriation et partenariats

28. Le projet contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro), 5 (égalité entre les sexes), 8 (travail décent et croissance économique), 9 (industrie, innovation et infrastructure) et 12 (consommation et production responsables).
29. Le projet est conforme aux priorités du plan prospectif du Bangladesh 2021-2041, du Bangladesh Delta Plan 2100, ainsi que du huitième plan quinquennal et des contributions déterminées au niveau national présentées par le pays à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques au titre des Accords de Paris et visant à améliorer la résilience climatique des agriculteurs.
30. Le projet s'inscrit dans le mandat du FIDA en faveur de la transformation du monde rural, tel qu'il est défini dans son Cadre stratégique 2016-2025. L'investissement proposé reflète la stratégie de FIDA12 visant à promouvoir une approche par étapes en ce qui concerne les stratégies d'investissement dans les pays et à mobiliser des cofinancements internationaux. Le ratio de cofinancement international est de 1:2,5, et le ratio de cofinancement national de 1:1.

E. Coût, avantages et financement

31. Selon les méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement pour suivre le financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au projet au titre

du financement de l'action climatique est estimé à 17,8 millions d'USD (15,4 millions d'USD pour l'adaptation et 2,4 millions d'USD pour l'atténuation).

32. Ce projet sera cofinancé par la BAsD, le FIDA et les Pays-Bas, et bénéficiera d'une contribution importante du Gouvernement bangladais. Le coût total du projet est estimé à 225 millions d'USD. De ce total, 106 millions d'USD proviendraient de la BAsD, 42,98 millions d'USD du FIDA, 17,8 millions d'USD des Pays-Bas, 51,44 millions d'USD du Bangladesh et 6,72 millions d'USD des bénéficiaires.
33. La répartition du coût du projet par composante et par catégorie de dépenses est présentée dans les tableaux 1, 2 et 3 ci-après. Les investissements du projet sont répartis dans les trois composantes principales: i) élaboration et gestion participatives de sous-projets; ii) mise en place ou renforcement d'infrastructures de gestion de l'eau à petite échelle résilientes face aux changements climatiques et aux catastrophes; iii) amélioration des entreprises agricoles à l'échelle des *upazila* et des ACGE, et appui aux moyens d'existence des populations vulnérables.

Tableau 1

Coût du projet par composante et par source de financement

(en millions d'USD)

	<i>BAsD</i>		<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Gouvernement bangladais</i>		<i>Gouvernement néerlandais</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
Composante 1. Élaboration et gestion participatives de sous-projets	9,91	27	2,36	6	11,37	31	11,08	30	1,99	5	36,71	16
Composante 2. Mise en place ou renforcement d'infrastructures de gestion de l'eau à petite échelle résilientes face aux changements climatiques et aux catastrophes	83,28	53	35,30	22	32,49	21	2,91	2	3,61	2	157,59	70
Composante 3. Amélioration des entreprises agricoles à l'échelle des <i>upazila</i> et des ACGE, et appui aux moyens d'existence des populations vulnérables	12,86	42	5,33	17	7,58	25	3,82	12	1,12	4	30,71	14
Total	106,05	47	42,98	19	51,44	23	17,81	8	6,72	3	225,00	100

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en millions d'USD)

	BAsD		Prêt du FIDA		Gouvernement bangladais		Gouvernement néerlandais		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses d'investissement												
Travaux d'infrastructure												
Nouveaux sous-projets	27,11	62	11,62	27	4,99	11	-	0	-	0	43,72	19
Amélioration du fonctionnement et sous-projets majeurs	34,56	62	14,81	27	6,36	11	-	0	-	0	55,73	25
Reconstruction d'urgence du barrage en caoutchouc de Bakkhali	4,28	62	1,83	27	0,79	11	-	0	-	0	6,90	3
Connectivité des zones rurales	5,76	62	2,47	27	1,06	11	-	0	-	0	9,29	4
Travaux de génie civil pour les entreprises agricoles et les marchés	4,79	62	2,05	27	0,88	11	-	0	-	0	7,73	3
Tests	-	0	-	0	0,15	11	1,17	89	-	0	1,32	1
Sous-total I-A	76,50	61	32,79	26	14,22	11	1,17	1	-	0	124,68	55
Équipements, véhicules, machines et conditionnement												
Motos	0,11	61	0,05	26	0,02	13	-	0	-	0	0,17	0
Véhicules de service et pickups	0,55	61	0,24	26	0,12	13	-	0	-	0	0,91	0
Mobilier de bureau, équipements pour les ACGE et brochures	0,27	61	0,11	26	0,06	13	-	0	-	0	0,44	0
Machines et équipements pour les entreprises agricoles et les marchés	4,66	61	2,00	26	1,00	13	-	0	-	0	7,66	3
Matériaux de conditionnement des produits	0,02	61	0,01	26	0,00	13	-	0	-	0	0,03	0
Sous-total I-B	5,61	61	2,40	26	1,20	13	-	0	-	0	9,21	4
Services: formation, suivi et innovation												
Renforcement des capacités et formation à l'élaboration de sous-projets	2,65	42	-	0	1,20	19	2,43	39	-	0	6,27	3
Renforcement des capacités et appui aux entreprises agricoles et aux moyens d'existence	-	0	-	0	0,30	19	1,26	81	-	0	1,56	1
Études et tests dans le domaine de l'innovation	-	0	-	0	0,26	19	1,08	81	-	0	1,34	1
Amélioration des systèmes informatisés de gestion	0,17	57	0,07	24	0,06	19	-	0	-	0	0,31	0
Établissement de données de référence et suivi de la qualité de l'eau	0,28	57	0,12	24	0,10	19	-	0	-	0	0,50	0
Sous-total I-C	3,11	31	0,20	2	1,91	19	4,77	48	-	0	9,98	4
Services de consultants												
Services d'appui à l'exécution du projet	2,16	13	-	0	3,54	21	11,52	67	-	0	17,2	8
Sous-total I-D	2,16	13	-	0	3,54	21	11,52	67	-	0	17,22	8
Réinstallation involontaire: acquisition de terrains												

	BAsD		Prêt du FIDA		Gouvernement bangladais		Gouvernement néerlandais		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Indemnisation: acquisition de terrains	0,40	8	-	0	4,47	92	-	0	-	0	4,87	2
Sondages et plans en matière de réinstallation	0,18	81	-	0	0,04	19	-	0	-	0	0,22	0
Sous-total I-E	0,58	11	-	0	4,52	89	-	0	-	0	5,09	2
Sous-total I	87,95	53	35,39	21	25,38	15	17,46	11	-	0	166,18	74
Dépenses récurrentes												
UGP et unité d'exécution du projet: personnel externe	5,05	57	2,16	24	1,70	19	-	0	-	0	8,91	4
UGP et unité d'exécution du projet: personnel détaché	-	0	-	0	8,60	100	-	0	-	0	8,60	4
Location de bureaux	0,31	57	0,13	24	0,10	19	-	0	-	0	0,54	0
Audits financiers	0,06	81	-	0	0,01	19	-	0	-	0	0,07	0
Dépenses de maintenance dans le cadre des sous-projets (a)	-	0	-	0	1,81	29	-	0	4,51	71	6,32	3
Dépenses de fonctionnement (b)	-	0	-	0	0,89	29	-	0	2,21	71	3,10	1
Sous-total II	5,41	20	2,30	8	13,12	48	-	0	6,72	24	27,55	12
Total des coûts de base	93,37	48	37,68	19	38,50	20	17,46	9	6,72	3	193,73	86
Provisions pour imprévus												
Provisions pour imprévus matériels	6,37	60	2,66	25	1,63	15	-	0	-	0	10,66	5
Provisions pour hausse des prix	6,32	60	2,64	25	1,62	15	-	0	-	0	10,58	5
Sous-total III	12,69	60	5,30	25	3,24	15	-	0	-	0	21,23	9
Charges financières et commissions de service lors de l'exécution												
Charges (BAsD)	-	0	-	0	6,91	95	0,35	5	-	0	7,26	3
Charges (FIDA)	-	0	-	0	2,78	100	-	0	-	0	2,78	1
Sous-total IV	-	0	-	0	9,69	97	0,35	3	-	0	10,04	4
Coût total du projet (I+II+III+IV)	106,05	47	42,98	19	51,44	23	17,81	8	6,72	3	225,00	100

∞

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année
(en millions d'USD)

	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Composante 1														
Mise en place d'ACGE inclusives dans le cadre de 150 nouveaux sous-projets	2,75	25	3,30	30	3,30	30	1,10	10	0,55	5	-	0	11,01	30
Approbation par les ACGE de la conception de 150 nouveaux sous-projets et 230 sous-projets existants	0,92	25	1,10	30	1,10	30	0,37	10	0,18	5	-	0	3,67	10
Mise en place de sous-comités (exploitation et entretien, agriculture, pêche et avancement des femmes)	-	0	2,20	15	2,94	20	3,67	25	3,67	25	2,20	15	14,68	40
Mise en place de systèmes de suivi-évaluation et collecte de données ventilées. Collecte des données des systèmes informatisés de gestion	1,10	15	1,10	15	1,10	15	1,10	15	1,47	20	1,47	20	7,34	20
Sous-total	4,77	13	7,71	21	8,44	23	6,24	17	5,87	16	3,67	10	36,71	100
Composante 2														
Construction d'infrastructures de gestion de l'eau à petite échelle dans le cadre de 150 nouveaux sous-projets dans une zone de 86 000 hectares	8,75	15	11,66	20	14,58	25	11,66	20	8,75	15	2,92	5	58,31	37
Renforcement de la résilience d'infrastructures de gestion de l'eau à petite échelle relevant de 230 sous-projets dans une zone de 130 000 hectares	9,22	13	12,76	18	14,18	20	17,73	25	10,64	15	6,38	9	70,91	45
Reconstruction d'urgence et modernisation du barrage en caoutchouc de Bakkhali dans une zone de 3 000 hectares	4,25	45	4,73	50	0,47	5	-	0	-	0	-	0	9,46	6
Amélioration de 110 km de chemins d'exploitations agricoles et routes de villages à l'aide de ponts et ponceaux auxiliaires	-	0	-	0	3,31	30	3,31	30	3,31	30	1,10	10	11,03	7
Adoption par 190 000 ménages de technologies et pratiques durables sur le plan environnemental et résilientes aux changements climatiques	0,39	5	0,79	10	1,58	20	1,58	20	1,97	25	1,58	20	7,88	5
Sous-total	22,61	14	29,94	19	34,12	22	34,28	22	24,66	16	11,98	8	157,59	100

6

	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Composante 3														
Adoption de 116 plans d'activité concernant les secteurs de l'agriculture et de la pêche par des sous-comités inclusifs dans le cadre de sous-projets d'amélioration du fonctionnement et du sous-projet relatif au barrage en caoutchouc de Bakkhali	-	0	0,46	15	0,61	20	0,77	25	0,77	25	0,46	15	3,07	10
Adoption de 100 plans d'activité pour l'avancement des femmes concernant des activités génératrices de revenus et des entreprises artisanales, microentreprises et petites entreprises, au profit de 30 000 femmes	-	0	0,37	15	0,49	20	0,61	25	0,61	25	0,37	15	2,46	8
Production agricole axée sur le marché, pratiques de commercialisation et équipements dans le cadre de 58 sous-projets d'amélioration du fonctionnement et du sous-projet relatif au barrage en caoutchouc de Bakkhali	-	0	1,38	15	1,84	20	2,30	25	2,30	25	1,38	15	9,21	30
Modernisation d'installations et de pratiques aquacoles: 4 000 étangs, 500 cages et 1 800 hectares de plaines d'inondation	0,08	5	0,23	15	0,31	20	0,31	20	0,31	20	0,31	20	1,54	5
Amélioration de 25 marchés situés en bord de route et modernisation de 10 marchés d' <i>upazila</i>	-	0	2,15	20	2,15	20	2,15	20	2,15	20	2,15	20	10,75	35
Des ACGE, agricultrices ou femmes contractent 300 prêts auprès d'institutions financières publiques	-	0	-	0	0,12	20	0,18	30	0,18	30	0,12	20	0,61	2
Adoption, par 190 000 ménages, de technologies, de pratiques ou d'intrants nouveaux et améliorés	-	0	0,37	15	0,49	20	0,61	25	0,61	25	0,37	15	2,46	8
Amélioration de l'accès physique aux marchés pour 57 000 ménages	0,03	5	0,09	15	0,12	20	0,12	20	0,12	20	0,12	20	0,61	2
Sous-total	0,11	0	5,05	16	6,14	20	7,06	23	7,06	23	5,28	17	30,71	100
Total	27,49	12	42,70	19	48,70	22	47,58	21	37,60	17	20,93	9	225,00	

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

34. Ce projet sera géré dans le cadre d'un accord de cofinancement avec la BASD, qui est l'institution coopérante, et selon le principe *pari passu*. La BASD devra informer rapidement le FIDA des montants que l'emprunteur peut retirer et le FIDA procédera au décaissement correspondant.
35. **Financement rétroactif.** Par dérogation à la section 4.07 a) ii) des Conditions générales applicables au financement du développement agricole du FIDA, il est demandé au Conseil d'administration d'approuver un financement rétroactif de 5% du prêt du FIDA au maximum pour couvrir les dépenses autorisées engagées au titre des activités de démarrage (ateliers de démarrage, enquête de référence et recrutement de personnel externe) entre la conception du projet et l'entrée en vigueur de l'accord de prêt du FIDA. Cela permettra de limiter au maximum le décalage par rapport à la BASD. Le financement rétroactif devra être préfinancé par le Gouvernement bangladais et remboursé une fois que le présent accord sera entré en vigueur et que les conditions de retrait des fonds seront remplies.
36. **Financement des taxes.** La BASD financera une grande partie des acomptes dus au titre de l'impôt sur le revenu; le financement du FIDA ne couvrira aucune taxe. Les Pays-Bas financeront i) la plupart des services de conseil, y compris les services d'appui à l'exécution et d'organisations non gouvernementales (ONG), et ii) plusieurs études et tests relatifs à l'innovation.

Décaissement

37. Trois comptes distincts seront créés et tenus au titre du projet par le Ministère des finances et l'UGP rattachée au LGED auprès de la Bangladesh Bank, pour accueillir respectivement le prêt de la BASD, celui du FIDA et le don des Pays-Bas. L'Emprunteur/Bénéficiaire transmettra à la BASD les originaux de ses demandes de retrait des fonds issus du prêt de la BASD et du don des Pays-Bas. La BASD examinera les demandes de retrait et paiera sa part du financement. En ce qui concerne le financement du FIDA, l'UGP rattachée au LGED présentera l'original de sa demande de retrait et les copies des pièces justificatives à la BASD. La BASD examinera chaque demande de retrait et informera le FIDA des décaissements éventuellement requis, qui resteront sujets à approbation par le Fonds conformément à l'accord de prêt et aux autres directives applicables. Le FIDA informera rapidement la BASD une fois les paiements effectués. Si le FIDA venait à refuser une demande de retrait, il devra informer rapidement la BASD et l'Emprunteur/Bénéficiaire, par écrit, de sa décision et des motivations de cette dernière.

Résumé des avantages et analyse économique

38. Toutes les activités ayant trait aux infrastructures et à l'agriculture seront élaborées à partir de plans cohérents montrant la viabilité des activités proposées. L'analyse économique et financière montre que 53% des avantages profiteront aux ménages vivant sous le seuil de pauvreté et incluront: i) une augmentation de la production agricole et une amélioration de la commercialisation; ii) le développement de la pêche et de la production aquacole.
39. Le taux de rentabilité économique interne est estimé à 21%. En se basant sur une analyse des risques fondée sur des valeurs pessimistes concernant l'expansion de la zone cultivable, l'amélioration des rendements agricoles, l'accroissement de la production aquacole et la hausse du coût d'investissement, ce taux pourrait diminuer et passer à 17% (le projet restant viable).

Stratégie de sortie et durabilité

40. La durabilité et la stratégie de sortie reposent sur des ACGE solides, mais aussi sur: i) des contrôles de la viabilité des sous-projets; ii) l'exigence de pratiques entrepreneuriales saines et de contributions initiales de la part des ACGE; iii) des sous-comités inclusifs chargés de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures,

de l'agriculture et d'autres questions capables de mobiliser des services et revenus diversifiés; iv) des formations spécialisées, l'institutionnalisation du travail des ACGE (immatriculation, bail formel et plans d'exploitation et d'entretien) et l'évaluation régulière de la maturité des ACGE.

41. Ensuite, l'unité de gestion intégrée des ressources en eau rattachée au LGED et le système informatisé de gestion seront renforcés afin d'optimiser l'entretien. Deux études spécialisées et des processus de participation à l'élaboration des politiques seront aussi axés sur la durabilité des ACGE et du LGED.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

42. Le FIDA adoptera les mesures d'évaluation et de réduction des risques du cofinanceur, notamment en ce qui concerne la gestion fiduciaire (gestion financière et passation des marchés), les considérations techniques et les normes sociales et environnementales, et produira spécialement une matrice intégrée des risques du projet fondée sur ces mesures.
43. Le risque lié à la gestion financière est évalué comme substantiel en raison d'un poste vacant, de la décentralisation des flux du FIDA, des défis précédemment rencontrés concernant le respect des procédures de décaissement de la BASD et de l'utilisation de systèmes manuels de comptabilisation des dépenses. Toutefois, le LGED possède une longue expérience d'exécution de projets financés par la BASD, le FIDA et le Gouvernement néerlandais, et des mesures de réduction des risques ont été intégrées au projet, consistant à i) embaucher du personnel de comptabilité et engager un ou une spécialiste en gestion financière pour contribuer au projet; ii) organiser une formation annuelle sur les exigences et procédures de la BASD en matière de gestion financière et de décaissement; iii) intégrer le projet au plan fonctionnel d'audit interne du LGED; iv) intégrer des informations financières détaillées aux rapports trimestriels concernant l'état d'avancement du projet; v) enregistrer toutes les transactions relatives aux projets dans un logiciel de comptabilité.
44. Les variants de la COVID-19 peuvent modifier la vulnérabilité des ménages cibles et retarder l'exécution, c'est pourquoi le projet i) actualisera son évaluation de la vulnérabilité et ses activités d'amélioration des moyens d'existence; ii) organisera des consultations supplémentaires avec les parties prenantes; iii) respectera les protocoles de santé et de sécurité les plus récents.

Tableau 4

Risques et mesures d'atténuation

<i>Catégorie de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré
Environnement et climat	Élevé	Substantiel
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Moyen
Passation des marchés relevant du projet	Modéré	Faible
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Substantiel	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

45. En ce qui concerne l'impact environnemental et social, le projet a été classé dans la catégorie B, conformément à l'exposé de la Politique de sauvegarde de la BASD (2009). Un cadre d'évaluation et d'examen environnemental a été mis au point et des rapports d'études environnementales initiales seront élaborés pour chaque sous-projet au cours de l'exécution. Conformément aux exigences de la BASD, le projet ne financera aucun sous-projet relevant de la catégorie A. Des études environnementales initiales sont en cours d'élaboration concernant six sous-projets afin de définir des exemples de bonnes pratiques. Le LGED obtiendra les autorisations environnementales requises concernant tous les sous-projets auprès du Département de l'environnement avant toute attribution de contrats.
46. Les critères sont conformes aux catégories environnementale et sociale du FIDA présentées dans ses Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique de 2017, exception faite des activités de reconstruction d'urgence et de modernisation du barrage en caoutchouc de Bakkhali. L'intervention, intégrée au projet après la mission de conception et la présentation au Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques, concerne un barrage conçu pour des réseaux d'irrigation desservant une zone de 3 000 hectares, et relève donc de la catégorie A du point de vue du FIDA. Comme il ressort d'une note de la réunion d'examen de la conception, l'intégration du sous-projet du barrage en caoutchouc de Bakkhali nécessitera la publication d'un rapport détaillé d'étude de l'impact environnemental et social 120 jours avant le début des travaux de construction. Ce rapport est en cours d'élaboration.
47. Les garanties sociales (réinstallation involontaire) entreront, selon les estimations, dans la catégorie B. Les contrôles préalables n'ont repéré aucun déplacement physique de populations ou effet significatif résultant d'activités menées dans le cadre d'un projet. Comme demandé par les bénéficiaires et convenu avec ces derniers, la majeure partie des travaux n'alourdira pas l'empreinte des infrastructures existantes. Des acquisitions mineures de terres sont envisagées concernant des bandes de terres et les activités liées au barrage en caoutchouc de Bakkhali. Un cadre de réinstallation conforme à l'exposé de la Politique de sauvegarde de la BASD et aux règlements du Gouvernement bangladais a été élaboré et une ONG fournira un appui spécifique dans ce domaine.
48. Peuples autochtones (catégorie B). Environ 5% des sous-projets devraient concerner les peuples autochtones. Un cadre de planification à l'égard des peuples autochtones a été élaboré, ainsi que des plans pour les peuples autochtones pour l'ensemble des sous-projets qui touchent une de leurs zones d'établissement, conformément aux cadres du FIDA sur le consentement préalable, libre et éclairé et les peuples autochtones.

C. Classement au regard des risques climatiques

49. Le risque climatique du projet est jugé élevé. Une évaluation détaillée des risques climatiques et de l'adaptation aux changements climatiques a été effectuée et comprend une liste d'investissements en faveur de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets. Ces investissements seront exécutés à partir de l'analyse de chaque sous-projet et des risques climatiques les plus pertinents.

D. Soutenabilité de la dette

50. Selon l'analyse de viabilité de la dette réalisée conjointement par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international datant de mai 2020, le risque externe et le risque global de surendettement du Bangladesh restent faibles. Malgré le choc économique résultant de la COVID-19, des indicateurs relatifs à la dette extérieure sont en dessous des seuils définis, et la dette publique est sous le seuil de référence dans les scénarios de base comme dans les tests de résistance. Le taux

de croissance du PIB a chuté, passant de 8,2% en 2019 à 5,2% en 2020, ce qui est principalement dû à la pandémie de la COVID-19.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

51. L'organisme d'exécution du projet est le LGED, qui appartient à la Division de l'administration du Ministère du gouvernement local, du développement rural et des coopératives. L'UGP et les 42 unités d'exécution du projet à l'échelle des districts rattachées au LGED seront les entités de gestion consacrées au projet et travailleront en étroite collaboration avec le LGED à l'échelle des régions, des districts et des *upazila*. Le LGED s'appuiera également sur d'autres départements, des consultants, des ONG et du personnel externe. Le Département de la commercialisation agricole, le Département de la vulgarisation agricole et le Département des pêches contribueront à l'exécution du projet conformément aux mémorandums d'accord ouverts qu'ils ont signés avec le LGED. Les ACGE possédant le statut juridique de coopératives sont responsables des activités d'exploitation et d'entretien découlant des sous-projets clôturés.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

52. Les modalités de gestion financière du projet seront fondées sur les systèmes, politiques et procédures de gestion financière du pays. Des modalités de gestion financière supplémentaires ont été intégrées au manuel d'administration du projet dans le but: i) de favoriser l'efficacité des flux des fonds issus des prêts de la BASD et du FIDA; ii) de veiller à ce que le projet respecte les exigences de la BASD en matière d'information financière et d'audit ainsi que ses procédures de décaissement; iii) d'assurer que les comptes de prêt de la BASD et du FIDA sont clôturés en temps opportun.
53. La passation des marchés est assujettie à la politique de la BASD en la matière et aux règlements relatifs à la passation des marchés par les emprunteurs de la BASD. Le rapport qualité-prix sera optimisé grâce au ciblage de fournisseurs locaux et au regroupement de lots par emplacement géographique afin de favoriser la mise en concurrence et la réactivité des soumissionnaires.
54. Présentation du rapport d'audit. Le projet fera l'objet d'un audit réalisé par la Direction de l'audit des projets bénéficiant d'une aide extérieure. Les états financiers consolidés audités, accompagnés de l'opinion et de la lettre de recommandations de l'auditeur, seront présentés en anglais dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice (31 décembre).

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication

55. Le personnel de l'UGP préparera le plan de travail et budget annuel ainsi que le plan de passation des marchés et veillera à obtenir l'approbation de sa direction ainsi que de la BASD et du FIDA. Il préparera le suivi des résultats du projet et présentera à la BASD des rapports trimestriels et annuels sur l'état d'avancement du projet, des rapports semestriels de suivi des garanties et le rapport d'achèvement du projet. Les unités d'exécution du projet à l'échelle des districts effectueront un suivi de l'élaboration de sous-projets et présenteront des rapports de suivi à l'UGP.
56. Comme dans chacun des projets de gestion de l'eau à petite échelle précédents, les activités, produits et effets directs de chaque sous-projet feront l'objet d'un suivi et les données correspondantes seront saisies dans une base de données opérationnelle reliée à une base de données centrale appartenant à un système informatisé de gestion, qui permet de suivre les informations relatives à l'ensemble des sous-projets de gestion de l'eau à petite échelle au sein du LGED.

Innovation et reproduction à plus grande échelle

57. Ce projet comprend plusieurs innovations en matière sociale et climatique, parmi lesquelles i) des systèmes modernes d'irrigation par pompage et à tuyaux; ii) des solutions fondées sur la nature (bioingénierie) visant à stabiliser des talus plus raides censés orienter le ruissellement en cas d'inondations et situés en bord de route, réduisant l'empreinte des structures; iii) l'utilisation de drones pour la réalisation de sondages, le suivi des cultures et l'appui à l'agriculture numérique et de précision; iv) des portes composites dans le cadre de sous-projets côtiers; v) un système amélioré de gestion des actifs.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

58. Des plans de préparation à l'exécution ont été élaborés afin de faciliter un démarrage rapide des activités après le lancement du projet. Des plans détaillés de passation de marchés ont été intégrés au manuel d'exécution du projet, qui comprend des conditions détaillées applicables à tous les prestataires de services qui seront engagés ainsi qu'un calendrier et un processus de programmation clairs par étapes.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

59. Le FIDA participera à des missions de supervision conjointes aux côtés de la BAsD et fournira un appui technique au renforcement institutionnel et au développement agricole afin de garantir que le projet tient compte des priorités du FIDA et des enseignements tirés.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

60. Un accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur/Bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
61. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
62. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

63. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions mixtes d'un montant de quarante-deux millions neuf cent quatre-vingt mille dollars des États-Unis (42 980 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: "Climate- and Disaster-Resilient Small-Scale Water Resources Management Project"

(Negotiations concluded on 21 April 2022)

Loan No: _____

Project name: Climate and Disaster Resilient Small-Scale Water Resources Management Project ("the Project")

The People's Republic of Bangladesh (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Project shall be co-financed by the Asian Development Bank (ADB) with a loan of US\$106 million (ADB Loan) through a separate agreement ("ADB Agreement");

WHEREAS the Government of the Netherlands (GoN) has expressed interest in providing a grant of approximately US\$17.8 million;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2020, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except for the provisions that refer to Loan financing which shall not apply to this Agreement, except for the provisions identified in Section E paragraph 4 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a Loan (the "Financing") to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the loan is Forty Two Million Nine Hundred Eighty Thousand United States dollars (USD 42 980 000).
2. The Loan is granted on blend terms, and shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
The principal of the Loan granted on blend terms will be repaid in equal instalments.
3. The Loan Service Payment Currency shall be in United States dollar (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. There shall be three Designated Accounts in USD, for the exclusive use of the Project opened for the ADB financing, the IFAD financing and GON financing.
6. There shall be a three Project Accounts in USD, opened in a commercial bank for the ADB financing, the IFAD financing and GON financing.
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of USD 51 million and will be used for: (i) salaries and costs of staff on deputation to the project, (ii) land acquisition, (iii) AIT (where not financed by ADB), (iv) value added tax (VAT) and any other taxes and duties. .

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Local Government Engineering Department (LGED), under the Local Government Division (LGD) of the Ministry of Local Government Rural Development & Cooperation.
2. The following are designated as additional Project Parties: ADB, and the Government of Netherlands.
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
4. The Project Completion Date is six years from the Date of Entry into Force and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower.

Section D

1. The Financing shall be administered and the Project supervised by ADB as the Cooperating Institution.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The Project administration manual (PAM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior

agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

- (b) the ADB Cofinancing Agreement has failed to enter into full force and effect within 365 days of the signing of this Agreement, and substitute funds are not available to the Borrower.
 - (c) the right of the Borrower to withdraw the proceeds of the ADB Loan has been suspended, cancelled or terminated, in whole or in part, or the ADB Loan has become due and payable prior to the agreed maturity thereof; or any event has occurred which, with notice or the passage of time, could result in any of the foregoing.
2. The following is designated as additional grounds for cancellation of this Agreement: the ADB Loan Agreement shall have been cancelled.
3. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
- (a) The Project administration manual (PAM) has been prepared to the satisfaction of the Fund;
 - (b) Key Project staff, as provided in the ADB Agreement, has been appointed;
 - (c) The withdrawal conditions for ADB loan have been fully complied with; and
 - (d) The Letter of Appointment between ADB and IFAD has entered into force.
4. The following provisions of the General Conditions shall not apply to this Agreement and shall be replaced to read as follows:
- (a) Section 7.05 (Procurement). Procurement of goods, works and services to be financed out of the proceeds of the financing shall be subject to and governed by ADB's Procurement Policy prescribing regulations that govern the procurement of goods, works, and non-consulting and consulting services required for the project.
 - (b) Section 7.06 (Fraud and Corruption) The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the ADB Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.
 - (c) Section 9.03 (Audit of Accounts). The audited financial statements shall be submitted by the Borrower six months after each fiscal year-end, and align with the ADB timeframe for audit report submission.
5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the People's Republic of Bangladesh:

[click and type title of the representative]
[click and type the name and address of the ministry]

For the Fund:

[click and type Title]
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

"[Authorised Representative Name]"
"[Authorised Representative title]"

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Hougbo
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.*

The Project shall benefit approximately 1,634,000 people, amounting to 380,000 households, and 45,000 functionally landless households and vulnerable peoples on 219,000 ha. The Project's main target groups are: (i) functionally landless households owning less than 0.5 acres of land, who represent around two-thirds of Bangladesh households. They are often the poorest and rely on unskilled labour and seasonal migration. They will mainly benefit from the Project through income generating activities, work opportunities during infrastructure development and through increased participation in value chain related activities, namely in processing; (ii) marginal and small farmers cultivating between 0.5 to 2.4 acres of land, including homestead land, less productive land, share cropping, enterprise development and wages as income source; they will benefit from all three components; (iii) medium farmers (2.5 to 7.5 acres) and large farmers indirectly also as beneficiaries from infrastructure related development and water management cooperative association (WMCA) services; and (iv) other value chain actors e.g. traders, processors, logistics operators will be engaged through value chain partnership benefitting the main target groups.

2. *Project Area.*

The Project area comprises approximately 42 of the 64 districts of Bangladesh (the "Project Area") located in selected geographical areas corresponding to 4 "hotspots" identified in the Bangladesh Delta Plan 2100: (i) Barind and drought prone areas; (ii) the coastal zone; (iii) the Haor and flash flood areas; and (iv) river systems and estuaries.

3. *Goal.*

The Project aims to enhance resilience of rural poor men and women and will allocate 40% of its financing to climate change adaptation and at the same time it will also invest in mainstreaming gender (targeting gender equity category for ADB, the highest gender category for the first time), promoting nutrition related activities along the value chain and creating employment opportunities for youth.

4. *Objectives.*

The Project aims to increase climate resilient agricultural productivity and profitability in selected geographic areas. This will be monitored by achievement of targets for increased crop yields, cropping intensities and farm incomes for about 335,000 farming households, and 45,000 functionally landless households and vulnerable peoples, over 220,000 ha.

5. *Components.*

The Project shall consist of the following Components:

5.1 Component 1: Participatory subproject development and management improved. This output will: (i) establish 150 new, inclusive water management cooperative associations (WMCAs) with at least 40% of general membership vested in women, and women making up one-third of the management committees; (ii) support existing WMCAs of 230 existing subprojects to implement performance enhancement (PE)

works with refresher training for improved management, and operation and maintenance (O&M); (iii) form and support about 500 inclusive (women and youth) subcommittees managing O&M, agriculture, and fisheries development, and 100 women-only subcommittees managing women's development; and (iv) strengthen the integrated water resources management unit (IWRMU) of LGED.

5.2 Component 2: Small-scale water resources infrastructure with climate and disaster resilient features developed or enhanced. This output will: (i) develop 150 new climate and disaster resilient subprojects benefitting 86,000 ha; (ii) enhance 230 existing WMCAs' infrastructure with climate and disaster resilient features to improve systems performance benefitting 130,000 ha; (iii) provide emergency reconstruction and modernization of the Bakkhali rubber dam (BRD) subproject benefitting 3,000 ha; (iv) improve rural connectivity within and to the subprojects by upgrading about 110km of on-farm and village roads together with ancillary culverts and small single span bridges; and (v) supporting 190,000 households (50% of total beneficiary households) to adopt environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices.

5.3 Component 3: Upazila- and WMCA-level agribusinesses enhanced, and vulnerables' livelihood supported. This output will increase the incomes of Project beneficiaries, for all subprojects but focusing on about 58 (25%) of the PE subprojects, through: (i) training for WMCA main and subcommittee members for good agriculture or aquaculture practices, climate smart natural resource management, business plan preparation, accessing financial services, and grain storages and marketing; (ii) facilitation of meetings between producers and buyers, and development of market analysis and standards for 10 selected commodities; (iii) in line with approved business plans, 5 provision of facilities, machinery and equipment for crop post-harvest management, for fishpond development, cage aquaculture, and floodplain fisheries, and for enterprises managed by women; and (v) modern market facilities with cold storages for fruit, vegetables, fish and meat at the upazila level, as well as improved local/ roadside markets.

II. Implementation Arrangements

6. Lead Project Agency.

The Local Government Engineering Department (LGED) will be the Project executing and implementing agency and responsible for overall Project management and implementation, including financial management. LGED is a government department under the Local Government Division (LGD) of the Ministry of Local Government Rural Development & Cooperation (MLGRD&C). LGED is headed by a chief engineer and it has more than 13,000 staff on its payroll.

7 Project Oversight Committee.

A Project Steering Committee (PSC) chaired by the Secretary, Local Government Division and a Project Implementation Committee chaired by the Chief Engineer, LGED will be established to provide oversight to the Project.

8. Project Management Unit.

The Project will be implemented by a Project Management Unit (PMU) to be established in the LGED main office in Dhaka as well as by 42 Project Implementation Units (PIUs) to be

established in the selected district offices. The PMU will be headed by the Project Director (PD) and will include the positions of a senior accountant and an accountant.

9. *Implementing partners.*

The implementing agency will be the Local Government Engineering Department (LGED). The implementing units will be the Project Management Unit (Central Level) and the Project Implementation Units (District Level) of LGED.

10. *Monitoring and Evaluation.*

The monitoring and evaluation (M&E) system resides with a newly created Delta Wing at the national level. However, direct responsibility for M&E for investment projects resides with the implementing agency. M&E responsibility for sectoral policies and programmes resides with concerned sectoral ministry and the Implementation Monitoring and Evaluation Division (IMED).

Effect monitoring and evaluation (EME) surveys will be conducted annually by the PMU for completed subprojects to document the changes in agricultural and fisheries production that occur as a result of the interventions in water management infrastructure. The EME will also document the overall institutional strength of the WMCA and the operational status of the subprojects.

Specific monitoring and evaluation services to be provided include: (i) Facilitate PMU and regional, district and upazila levels in review and modification, of existing parameters and procedures for Project BME and EME and assist in implementing M&E process. Reflect modifications in further development/refinement of existing MIS database and expand its utilization/access to other Project related users; (ii) Provide technical advice to PMU in review and modification, as appropriate, of existing procedures for environmental monitoring; (iii) Assist PMU ESS in undertaking environmental monitoring at subproject sites.

11. *Project Administration Manual.*

The Project administration manual (PAM) describes the essential administrative and management requirements to implement the Project on time, within budget, and in accordance with the policies and procedures of the government and Asian Development Bank (ADB). The PAM should include references to all available templates and instructions either through linkages to relevant URLs or directly incorporated in the PAM.

The Local Government Engineering Department (LGED) is wholly responsible for the implementation of ADB-financed projects, as agreed jointly between the borrower and ADB, and in accordance with the policies and procedures of the government and ADB. ADB staff is responsible for supporting implementation including compliance by LGED of their obligations and responsibilities for Project implementation in accordance with ADB's policies and procedures.

At loan negotiations, the borrower and ADB shall agree to the PAM and ensure consistency with the loan agreement. Such agreement shall be reflected in the minutes of the loan negotiations. In the event of any discrepancy or contradiction between the PAM and the loan agreement, the provisions of the loan agreement shall prevail.

After ADB Board approval of the Project's report and recommendations of the President (RRP), changes in implementation arrangements are subject to agreement and approval pursuant to relevant government and ADB administrative procedures (including the Project Administration Instructions) and upon such approval, they will be subsequently incorporated in the PAM.

12. *Flow of funds.*

Funds will flow from IFAD to a specific Designated Account (maintained by Ministry of Finance) and from there to project account (maintained by PMU) and then to district account (managed by PIU). IFAD will be receiving the payment instructions from ADB. There will be three separate Designated Accounts, project accounts and district accounts for ADB, IFAD financing and GON financing.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds.

(a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan/Grant and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category-IFAD	Category-ADB	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage (excluding taxes)
I. Work	Infrastructure Works	37 400 000	27%
II. Equipment & material	Equipment, Vehicles, Machinery and Packaging	2 700 000	26%
III. Good, services & input	Services - Training, Monitoring, and Innovation & recurrent costs	2 880 000	24%
TOTAL		42 980 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) "Work" under Category I, shall mean: Eligible expenditure for infrastructure work;
- (ii) "Equipment & material" under Category II, shall mean: Eligible expenditure for vehicle, equipment, machinery and packaging; and
- (iii) "Goods, services & input" under Category III, shall mean: Eligible expenditure for services for training monitoring, innovation and recurrent cost.

2. Disbursement arrangements

- (a) *Co-financing arrangement.* The Project will be managed under a co-financing arrangement with ADB as the Cooperating Institution (CI) whereby all Project activities will be jointly financed, and funds will be disbursed in agreed proportions which can be revised from time to time with ADB on a pari-passu basis through an agreement between ADB and IFAD.
- (b) *Retroactive financing.* As an exception to section 4.08(a) (ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures incurred as of 3 March 2022, until the date of entry into force of this Agreement shall be considered eligible up to an amount equivalent to two million one hundred fifty thousand US dollars (USD 2 150 000), corresponding to 5% of IFAD Loan, for eligible expenditure to finance activities relating to start up activities (including start up workshop, baseline and recruitment of outsourced staff). Activities to be financed by retroactive financing and their respective category of expenditures and source of financing will require prior no objection from IFAD to be considered eligible. Pre-financed eligible expenditures shall be reimbursed to the Borrower once

additional conditions precedent to the first disbursement of funds specified in Section E are fulfilled.

- (c) *Audit arrangements.* The Project will be audited by Foreign Aided Project Audit Directorate (FAPAD). The audited consolidated financial statements with the auditor's opinion and management letter will be presented in English within 6 months from the end of the fiscal year, i.e., by 31 December of each year.

Schedule 3

Special Covenants

I. General Provisions

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customize accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will enter into Memorandum of Understandings (MoU) with implementing partners that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.
3. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.
4. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.
5. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

II. Social and Environmental Safeguard Provisions

1. The Borrower shall carry out the preparation, design, construction, implementation, and operation of the Project in accordance with ADB's Safeguard Policy Statement (2009), as well as with all applicable laws and regulations to the Borrower and/or the sub-national entities relating to social and environmental issues in a manner and substance satisfactory to ADB.
2. The Borrower shall carry out the implementation of the Project in accordance with the provisions of Schedule 4 to the ADB Agreement, including, but not limited to, the Borrower's obligations under the ADB Agreement to comply with the measures and requirements set forth in the EARF, RF and IPPF (as defined in the ADB Agreement) and all measures and requirements set forth in the respective IEE, EMP and RP (as defined in the ADB Agreement).
3. The Borrower will ensure that a Project-level grievance mechanism is established that is easily accessible, culturally appropriate, available in local languages, and scaled to the nature of the Project's activity and its potential impacts to promptly receive and resolve concerns and complaints (e.g. compensation, relocation or livelihood restoration) related to the environmental and social performance of the Project for people who may be unduly and adversely affected or potentially harmed if the Project fails to meet the ADB's Safeguard Policy Statement requirements. The Project-level grievance mechanism needs

to take into account indigenous peoples, customary laws and dispute resolution processes. Traditional or informal dispute mechanisms of affected indigenous peoples should be used to the greatest extent possible.

4. This section applies to any event which occurs in relation to serious environmental, social, health & safety (ESHS) incidents (as this term is defined below); labour issues or to adjacent populations during Project implementation that, with respect to the relevant IFAD Project:

- (i) has direct or potential material adverse effect;
- (ii) has substantially attracted material adverse attention of outside parties or create material adverse national press/media reports; or
- (iii) gives rise to material potential liabilities.

In the occurrence of such event, the Borrower shall:

- Notify IFAD promptly;
- Provide information on such risks, impacts and accidents;
- Consult with Project-affected parties on how to mitigate the risks and impacts;
- Carry out, as appropriate, additional assessments and stakeholders' engagements in accordance with ADB's Social Safeguard Policy requirements; and
- Adjust, as appropriate, the Project-level grievance mechanism according to the ADB's Social Safeguard Policy; and
- Propose changes, including corrective measures to the Management Plan(s) (if any), in accordance with the findings of such assessment and consultations, for approval by IFAD.

Serious ESHS incident means serious incident, accident, complaint with respect to environmental, social (including labour and community), health and safety (ESHS) issues that occur in loan or within the Borrower's activities. Serious ESHS incidents can comprise incidents of (i) environmental; (ii) occupational; or (iii) public health and safety; or (iv) social nature as well as material complaints and grievances addressed to the Borrower (e.g. any explosion, spill or workplace accident which results in death, serious or multiple injuries or material environmental contamination, accidents of members of the public/local communities, resulting in death or serious or multiple injuries, sexual harassment and violence involving Project workforce or in relation to severe threats to public health and safety, inadequate resettlement compensation, disturbances of natural ecosystems, discriminatory practices in stakeholder consultation and engagement, any allegation that require intervention by the police/other law enforcement authorities, such as loss of life, sexual violence or child abuse, which (i) have, or are likely to have a material adverse effect; or (ii) have attracted or are likely to arouse substantial adverse attention of outside parties; or (iii) to create substantial adverse media/press reports; or (iv) give, or are likely to give rise to material potential liabilities).

5. The Borrower shall ensure or cause the Lead Project Agency, contractors, sub-contractors and suppliers to ensure that the relevant processes set out in the ADB's Social Safeguard Policy are respected.

6. Without limitation on its other reporting obligations under this Agreement, the Borrower shall provide the Fund with:

- Reports on the status of compliance with the standards, measures and requirements set forth in ADB's Social Safeguard Policy, ESCMPs and the management plan (if any) on a semi-annual basis - or such other frequency as may be agreed with the Fund;
- Reports of any social, environmental, health and safety incidents and/accidents occurring during the design stage, the implementation of the Project and propose remedial measures. The Borrower will disclose relevant information from such reports to affected persons promptly upon submission of the said reports ; and
- Reports of any breach of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the ADB's Social Safeguard Policy and the Management Plan(s) (if any) promptly after becoming aware of such a breach.

7. The Borrower shall fully cooperate with the Fund and/or ADB concerning supervision missions, midterm reviews, field visits, audits and follow-up visits to be undertaken in accordance with the requirements of ADB's Safeguard Policy Statement and social and/or environmental management plans as the Fund considers appropriate depending on the scale, nature and risks of the Project.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members							
	Household members - Number of people			1,619,000				
	1.a Corresponding number of households reached							
	Women-headed households - Households							
	Households - Households			380,000				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project							
	Males - Males			228,000				
	Females - Females			152,000				
	Young - Young people			95,000				
	Total number of persons receiving services - Number of people			380,000				
	Male - Percentage (%)			60				
	Female - Percentage (%)			40				
	Young - Percentage (%)			25				
Outcome 1. Climate and disaster resilient agricultural productivity and profitability in	1.2.4 Households reporting an increase in production							Completion Survey
	Households - Percentage (%)							

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
selected geographic areas increased	Women-headed households - Households							
	Households - Households							
	1.2.1 Households reporting improved access to land, forests, water or water bodies for production purposes				Completion Survey	Mid-term / End-term	PMU	
	Households reporting improved access to water - Percentage (%)							
	Women-headed households - Households							
	Total no. of households reporting improved access to water - Households			230,000				
	2.2.2 Supported rural enterprises reporting an increase in profit				Completion Survey	Mid-term / End-term	PMU	
	Number of enterprises – Enterprises			30,000				
	Average cropping intensity for average rainfall year increased to 187%				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Hectares of land – Area (ha)			187				
	220,000 ha benefit area with 87,000 ha (40%) having reduced flood risk				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Hectares of land – Area (ha)			220,000				
	Livelihood of 30,000 women of poor/ smallholder HHs improved by IGAs				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Females - Number							

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	At least 20% Increase in Households' incomes and assets (both physical and financial)				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
% Increase - Percentage (%)								
Output 1. Participatory subproject development and management improved	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks				Project M&E data	Annually	PMU	
	Total size of groups - Number of people							
	Groups supported - Groups							
	Males - Males							
	Females - Females							
	Young - Young people							
	2.1.3 Rural producers' organizations supported				Project M&E data	Annually	PMU	
	Total size of POs - Organizations							
	Rural POs supported - Organizations							
	Males - Males							
Females - Females								
Young - Young people								
Output 2. Small-scale water resources infrastructure with climate and disaster resilient features developed or enhanced	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Hectares of land – Area (ha)							
	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Length of roads – Km							
Climate and disaster resilient SSWR infrastructure constructed for 150 new SPs benefitting 86,000 ha				Monitoring and evaluation	Annually	PMU		

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Number of SSWR infrastructure constructed - Number				reports and LGED MIS database			
	Climate and disaster resilience of 230 existing SSWR SPs enhanced benefitting 130,000 ha (2021 baseline: 0 SP, 0 ha)				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	SSWR SPs enhanced - Number							
	Climate resilient rural connectivity improved by upgrading 110 km of farm and village small roads with ancillary culverts and bridges				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Length of roads - Km							
	190,000 HHs (50% of total beneficiary HHs) reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Households - Number							
Output 3. Upazila- and WMCA-level agribusinesses enhanced, and vulnerable livelihood supported	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services							
	Women in rural areas accessing financial services - savings - Females							
	Men in rural areas accessing financial services - savings - Males							
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Males							

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Women in rural areas accessing financial services - credit - Females							
	Total persons accessing financial services - savings - Number of people							
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people							
	2.1.1 Rural enterprises accessing business development services							
	Rural enterprises - Enterprises							
	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated							
	Total number of facilities - Facilities							
	116 business plans adopted by inclusive subcommittees in PE SPs and the BRD				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	No. of Business Plans - Number							
	WMCA-farmers adopt market-driven agricultural production and marketing practices and equipment accessible by all members in 58 PE SPs and BRD.				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	No. of Farmers - Number							
	WMCA-farmers managed aquaculture facilities and practices modernized for 4,000 ponds, 500 cages, and for 1,800 ha of floodplain				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	No. of farmers - Number							

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	25 roadside markets upgraded and 10 upazila markets modernized				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	No. of markets - Number							
	WMCAs-farmers-women take out 300 loans from PFIs.				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Females - Number							
	190,000 HHs (50% of total beneficiary HHs) report adoption of new/improved inputs, technologies, or practices				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Households - Number							
	57,000 HHs (15% of total beneficiary HHs) report improved physical access to markets				Monitoring and evaluation reports and LGED MIS database	Annually	PMU	
	Households - Number							
Outcome	3.2.1 Tons of Greenhouse gas emissions (tCO2e) avoided and/or sequestered							
	Hectares of land – Area (ha)							
	tCO2e/20 years - Number							
	tCO2e/ha - Number							
	tCO2e/ha/year - Number							